

*Pétrole et gaz du Canada—Loi*

En outre, le bill prévoit une redevance de base de 10 p. 100 sur la valeur brute de la production de pétrole et de gaz des terres du Canada, plus une redevance supplémentaire progressive de 40 p. 100 calculée en fonction des gains obtenus après déduction des frais. Ces frais comprennent la taxe de 8 p. 100 sur la production, la taxe d'accise fédérale, la taxe sur le gaz naturel si le gisement produit du gaz naturel, plus l'impôt sur le revenu fédéral. Le gouvernement accable l'industrie d'impôts bien au-delà de ce qui permettrait aux capitaux investis dans l'industrie d'avoir un taux de rendement raisonnable. Ce genre de socialisme est en train de détruire l'industrie pétrolière. Cela devient chaque jour de plus en plus évident.

Les taux d'imposition exorbitants et l'interventionnisme de l'État préparent un avenir bien sombre à tous les Canadiens. Les conséquences de cette situation compromettent gravement toute notre économie.

Plus nous approchons de la fin du siècle, plus le pétrole et le gaz se feront rares. Ils sont de plus en plus difficiles à trouver. Pour trouver des ressources rares, il faut obligatoirement prospecter et c'est un domaine où la concurrence a toujours été très forte. Il faut une forte concurrence et il faut aussi que le jeu en vaille la chandelle pour prendre de tels risques. Ce sont les conditions essentielles si nous voulons avoir suffisamment de pétrole pour répondre à nos besoins. Le prix doit être suffisamment élevé pour que la risque en vaille la peine. Il faut favoriser la prospection. En fin de compte, c'est le consommateur qui doit faire les frais du coût élevé de la prospection dans les glaces de l'Arctique, dans les Grands Bancs de Terre-Neuve et ailleurs et de la technologie très complexe que cela nécessite.

Quelle est actuellement la situation du Canada? Quelles sont les conséquences économiques de la politique gouvernementale? J'aimerais vous parler un peu des conséquences de la situation mondiale. Hier encore, les pays de l'OPEP ont annoncé une hausse du prix du pétrole. Cela incitera davantage les investisseurs à aller dans d'autres parties du monde où ils peuvent obtenir le même prix et un bon rendement sur leur investissement dans ce genre d'entreprise.

Les taux d'intérêt augmentent. Les conséquences de cette situation, que nous devons aux importations de pétrole que nous sommes obligés de faire, sont terribles pour notre dette nationale. Par-dessus le marché, nous allons devoir payer nos importations de pétrole avec notre dollar qui dégringole. Il ne vaut plus que 82c. Je crois qu'en janvier il tombera à 80c. si le gouvernement n'intervient pas immédiatement. Nos réserves de pétrole et de gaz sont en baisse. Même si le premier ministre (M. Trudeau) nie que les capitaux d'investissements, les derricks et les emplois quittent le pays, voilà pourtant la situation.

Si le taux d'intérêt est de 20 p. 100 aux États-Unis, c'est à cause d'un manque de capitaux d'investissement et de pétrole. Les États-Unis continuent à chercher intensément de nouvelles ressources en hydrocarbures pour ne plus être tributaires du pétrole importé à grands frais. Si l'investissement dans la prospection rapporte 20 p. 100 aux États-Unis, il est impossible que les capitaux d'investissements restent chez nous, même

si nous avons des gisements et un potentiel beaucoup plus importants à long terme.

Tous ces facteurs montrent que nous n'allons pas dans la bonne voie. Nous ne faisons pas ce qu'il faut. On ne peut le nier, et il ne faut pas non plus en rejeter le blâme sur les Américains. Je voudrais vous parler d'un graphique qu'on trouve dans le rapport publié la semaine dernière par le Conseil économique du Canada et intitulé «Un climat d'incertitude».

D'après le graphique 1-1 à la page 10 du rapport, il est clair que la production du Canada, ou le produit intérieur brut, décline depuis 1967. Entre 1977 et 1979, le taux de croissance a diminué de 3 p. 100. Il suffit de nous comparer aux autres grands pays industrialisés, dont fait état le graphique, pour constater que depuis 1976, les États-Unis, au même titre que le Japon, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et le Royaume-Uni, ont connu un nouvel essor économique. La production de tous ces pays a atteint son périclé entre 1974 et 1976 par suite de l'embargo pétrolier de 1973. Toutefois, le Canada n'a pas encore atteint le sien. Notre produit intérieur brut n'a pas fini de baisser. Malgré toutes les accusations portées par le ministre des Finances, (M. MacEachen) et d'autres, contre les Américains, attribuant à leur économie l'origine de nos difficultés, les faits demeurent très clairs. Le régime canadien est différent; il s'agit d'un régime socialiste et isolationniste, où l'on n'a aucune idée des besoins d'une économie de libre entreprise et où l'on méconnaît les mesures que le gouvernement devrait adopter pour favoriser cette économie. Nous ne pouvons reprocher aux Américains les graves difficultés économiques auxquelles nous devons faire face d'ici les prochaines années.

• (1530)

Je voudrais en arriver à la question de la participation canadienne car il s'agit là du thème central du bill C-48, et parler de la volonté d'augmenter la participation canadienne dans le secteur des pétroles et, en fait, dans toute la grande industrie, car ce devrait être là un des objectifs primordiaux du pays. Par conséquent, c'est sans hésitation que je souscris pleinement aux objectifs de l'article 19 et aux autres dispositions prévues dans ce projet de loi, selon lesquels nous devrions viser à relever à au moins 50 p. 100 la participation canadienne dans les secteurs pétroliers et gaziers un peu partout au Canada, et notamment dans les terres du Canada.

Je voudrais dire quelques mots à propos de cette question de propriété. Qui sera propriétaire des ressources, la population ou le gouvernement du Canada? Les ministériels répètent que le gouvernement a assumé 95 p. 100 du coût de la mise en valeur de projets comme Hibernia et que, par conséquent, il n'est que juste que le gouvernement revendique le même pourcentage de la propriété, en prenant comme hypothèse que le gouvernement est la population, alors qu'en fait il n'en est que le serviteur. Le gouvernement ne dépense rien que la population n'ait d'abord gagné. Ne l'oublions pas. Nous avons trop entendu parler de la grande générosité du gouvernement qui fait tout pour les gens.